



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Les AESH ne veulent plus être invisibles ! Réunion du Collectif AESH National CGT Éduc'Action : un acte fondateur

Depuis la rentrée, la situation des personnels Accompagnant·es des Élèves en Situation de Handicap est très alarmante.

Alors que le gouvernement avait annoncé l'ouverture d'une concertation pour améliorer l'accompagnement des élèves en situation de handicap, ainsi que les conditions d'emploi et de travail des personnels en charge de cet accompagnement, force est de constater que la situation est toujours aussi catastrophique. Des milliers d'élèves sont toujours sans l'accompagnement scolaire dont ils-elles ont besoin. Pas certain que le numéro vert du ministère avec sa cellule d'écoute suffise pour répondre au manque de personnel.

Les personnels en charge de l'accompagnement sont soumis à une précarité croissante. Cette politique discrimine davantage les femmes qui sont largement représentées dans ces métiers. Absence ou retard d'affectations, dumping social avec l'utilisation de volontaires de services civiques, pressions hiérarchiques, retard de versement des maigres salaires, perte de revenus avec la suppression de l'indemnité compensatrice de la CSG, fiches de poste sans cesse étendues... le mécontentement s'accumule. La majorité des AESH sont embauché·es à temps incomplet avec des salaires de 600 à 700€, bien loin des 1350€ affichés récemment par le ministre.

Le refus de la majorité parlementaire d'au moins discuter d'une proposition de loi (même largement imparfaite) visant à faire évoluer la condition des AESH, témoigne du mépris de ce gouvernement pour les personnels AESH tant en contrat aidés, qu'en CDD ou CDI, mais aussi du mépris à l'égard des élèves en situation de handicap et des familles.

Vendredi 12 octobre 2018, la CGT-Éduc'action a tenu un collectif national AESH à Montreuil rassemblant des collectifs AESH régionaux de toute la France pour faire l'état des lieux sur la situation de ces salarié·es dans les différentes académies.

Lors de cette réunion, acte syndical majeur pour la défense des personnels, les membres du collectif ont décidé de faire des prochaines élections professionnelles un rendez-vous national pour porter leurs revendications, pour construire une action nationale afin d'exiger le réemploi de tou·tes, la reconnaissance du temps de travail invisible, des contrats à temps plein sans élargissement des missions au hors-temps scolaire, une véritable reconnaissance et une augmentation salariale.

Accompagner les élèves ou les personnels en situation de handicap est un vrai métier. Il est grand temps que les invisibles deviennent visibles, reconnu·es, respecté·es, titularisé·es avec un vrai statut de fonctionnaire et bénéficiant de formations sérieuses et qualifiantes.

Montreuil, le 18 octobre 2018